

convenus dans les Accords; on inscrit des exercices dans les prévisions même si l'on s'attend à les tenir en deçà des seuils convenus, et il arrive qu'on ajoute ultérieurement des exercices qui n'ont pas été prévus.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Stockholm, il y a trois ans, le nombre annuel d'exercices a diminué. Il se peut que cette tendance se poursuive. Le Pacte de Varsovie a tenu plus d'exercices que l'OTAN, mais ils ont tendance à être de moindre envergure, et moins de pays y participent à la fois. Lorsque des opérations conjointes se déroulent au sein du Pacte de Varsovie, n'y prennent habituellement part que l'Union soviétique et un de ses partenaires. Établissant un précédent, certains pays participants ont publié des calendriers précisant qu'ils n'avaient aucune activité à notification obligatoire à signaler, ou qu'ils avaient prévu des exercices ne nécessitant aucune notification. L'avenir dira si pareil comportement deviendra pratique habituelle chez les participants.

Le Tableau III indique le nombre d'inspections sur interpellation faites par les signataires.* Fait significatif, les pays NNA n'ont, jusqu'à maintenant, pas mené d'inspection de ce type et ils n'en ont pas fait l'objet; ils n'ont ainsi acquis aucune expérience à cet égard, ce qui est regrettable. Au cours d'une éventuelle période de montée des tensions, des inspecteurs expérimentés originaires de pays neutres pourraient jouer un rôle crucial d'interlocuteurs entre l'Est et l'Ouest.

Les participants à la CSCE ont fait savoir qu'ils étaient satisfaits, dans l'ensemble, de la façon dont les divers blocs se sont conformés à l'Accord jusqu'à maintenant. Des observations et des inspections ont eu lieu périodiquement sans que surgissent des problèmes importants. Les responsables militaires et diplomatiques ont affirmé que la mise en oeuvre de l'Accord avait accru la transparence des actions militaires des divers participants et qu'elle avait, de ce fait, diminué les tensions.

La lettre de l'Accord a été respectée, mais certaines observations ont été formulées quant à l'ouverture et à la souplesse dont certains des pays participants ont fait preuve. Des porte-parole de l'OTAN, par exemple, ont déclaré qu'en général, ils avaient bénéficié d'une meilleure coopération et d'une plus grande liberté de mouvement quand ils avaient observé des exercices militaires tenus par des pays d'Europe de l'Est que pendant des exercices organisés par l'Union soviétique. En outre, les pays du Pacte de Varsovie n'ont pas eu une attitude uniforme pour ce qui est d'autoriser les

observateurs à utiliser des appareils photographiques, des dictaphones et d'autres matériels semblables. Par ailleurs, ces pays présentent des différences quant aux moyens de transport fournis, à la qualité des exposés faits avant les exercices et à l'accès des observateurs aux postes de commandement. Il est arrivé fréquemment que des responsables de l'OTAN ne puissent identifier les unités militaires du Pacte de Varsovie prenant part à des activités parce que leurs écussons avaient été voilés. Ces problèmes attestent un manque de coopération de la part du Pacte de Varsovie, mais on ne les considère pas comme des manquements à l'Accord.

Pour sa part, le Pacte de Varsovie a déposé un certain nombre de plaintes plus substantielles contre les Occidentaux. Ainsi, la Tchécoslovaquie a soutenu que l'exercice américain *Caravan 87*, tenu au début de 1987, n'avait pas fait l'objet d'une notification en bonne et due forme. Les États-Unis ont fait valoir qu'aux termes de l'Accord de Stockholm, les exercices menés pendant les quarante-deux premiers jours de 1987 ne devaient être signalés que selon les modalités prévues dans les Accords d'Helsinki. De ce fait, ils n'étaient pas tenus de donner notification de cet exercice.

Dans un cas concernant les prévisions, l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie ont soutenu en 1987 que la République fédérale d'Allemagne (RFA) n'avait pas annoncé l'exercice *Certain Challenge* de l'OTAN en décembre 1986. Les États-Unis et la RFA rétorquèrent que notification de l'exercice avait été donnée par les États-Unis dans leur calendrier annuel. En outre, étant donné que l'effectif engagé dans l'exercice était inférieur à 40 000 hommes, seuil au-delà duquel une notification s'impose, la RFA n'était pas obligée d'annoncer la manoeuvre en question. Toutefois, celle-ci a figuré dans le calendrier de 1988 publié par la RFA.

En mai 1987, les États-Unis annoncèrent que les exercices *Iron Forge* et *Compass Point* n'atteignaient plus le niveau initial qui aurait nécessité une notification. Dans une intervention faite à la réunion d'examen de la CSCE à Vienne, la Tchécoslovaquie laisse entendre que les États-Unis avaient diminué l'ampleur des manoeuvres de manière à éviter la présence d'observateurs. Les États-Unis affirmèrent qu'en donnant volontairement notification des exercices, ils avaient prouvé que l'esprit de l'Accord de Stockholm leur tenait à coeur.

Des inspecteurs soviétiques assistèrent à *Iron Forge* en octobre 1987 et firent savoir que plus de troupes y avaient participé qu'il n'avait été annoncé dans la notification. La RFA, où l'exercice se déroulait, et les États-Unis ont démenti l'accusation.

L'URSS alléguait de nouveau que l'Accord n'avait pas été respecté, après avoir assisté à l'activité *Reforger-related Concentration*, tenue par les États-Unis en septembre 1988. Elle soutint que la RFA avait manqué à ses responsabilités de pays hôte en ne donnant pas un préavis de deux ans relativement à une activité à laquelle plus de 75 000 hommes devaient prendre part. Cette allégation fut de nouveau repoussée par les États-Unis et la RFA; selon ces deux pays, l'Union soviétique avait inclus dans son calcul des forces participant à des activités distinctes dans des secteurs voisins.

Tableau III: Inspections sur interpellation — en date d'octobre 1989

	par l'OTAN	par le PV	par les pays NNA	Total
1987	2	3	0	5
1988	7	6	0	13
1989	7	3	0	10
Total	16	12	0	28

*Le Canada a effectué sa première inspection en juin 1989, en vertu des modalités prévues à Stockholm. L'exercice s'est déroulé en Tchécoslovaquie.